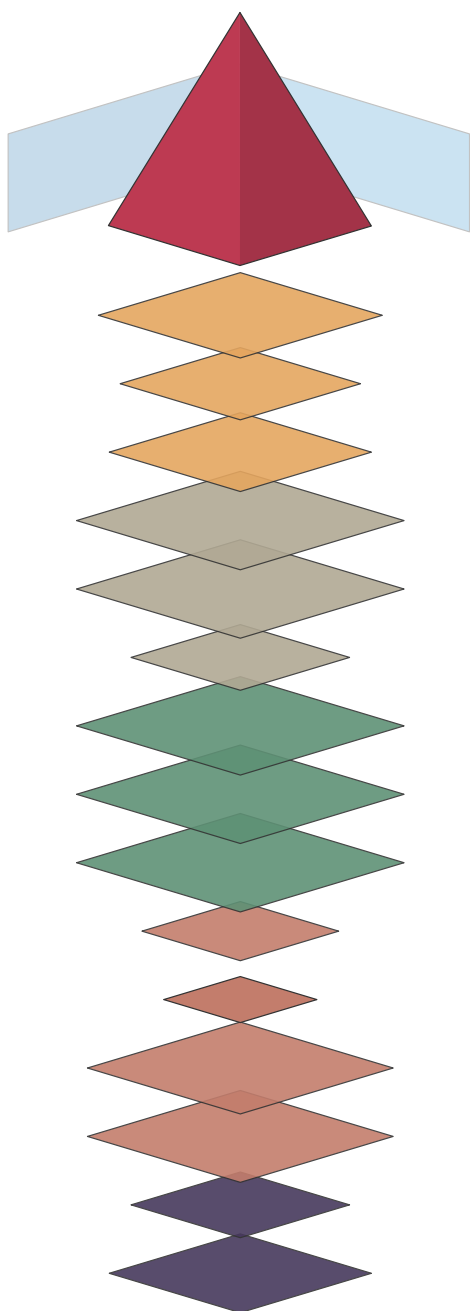


 **CAMEROUN**



 **6,27**
SCORE DE CRIMINALITÉ

37^e sur 193 pays
10^e sur 54 pays africains
3^e sur 11 pays d'Afrique centrale

 **MARCHÉS CRIMINELS** **6,23**

TRAITE DES PERSONNES	6,50
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	5,50
RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	6,00
TRAFIC D'ARMES	7,50
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	7,50
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	5,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	7,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	7,50
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	7,50
COMMERCE D'HÉROÏNE	4,50
COMMERCE DE COCAÏNE	3,50
COMMERCE DE CANNABIS	7,00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	7,00
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	5,00
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	6,00

 **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **6,30**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	4,50
RÉSEAUX CRIMINELS	7,50
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	8,00
ACTEURS ÉTRANGERS	7,00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	4,50

 **3,17**
SCORE DE RÉSILIENCE

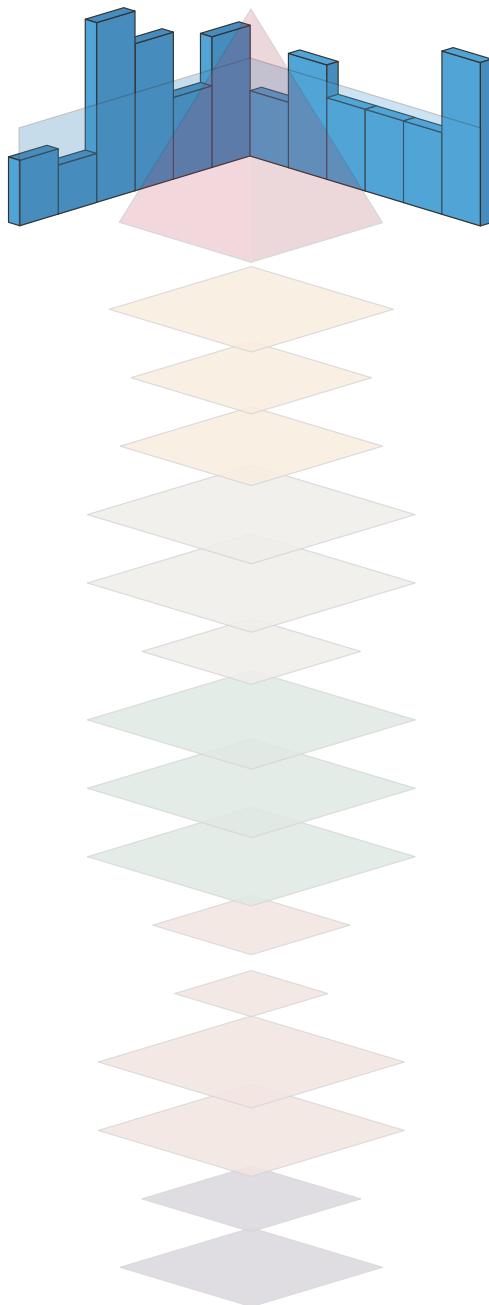


Financé par le gouvernement des États-Unis.



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

 **CAMEROUN**



 **3,17**
SCORE DE RÉSILIENCE

165^e sur 193 pays
38^e sur 54 pays africains
6^e sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	1,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,50
FORCES DE L'ORDRE	4,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	2,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	3,50
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2,50
PREVENCIÓN	2,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	5,00

 **6,27**
SCORE DE CRIMINALITÉ

 MARCHÉS CRIMINELS	6,23
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	6,30

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Cameroun est un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants soumis au travail forcé et à la traite à des fins d'exploitation sexuelle. La situation est aggravée par les facilitateurs locaux, qui collaborent avec des syndicats internationaux. La traite des personnes dans le pays, qui est principalement liée aux individus économiquement vulnérables et marginalisés, telles que les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés, a été exacerbée par le conflit dans l'extrême nord (insurrection de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) et de Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'adati wal-Jihad (JAS)) et dans le sud-ouest/nord-ouest (conflit séparatiste anglophone), qui ont entraîné un grand nombre de personnes déplacées, une diminution de la présence policière et judiciaire et une perturbation de l'économie et du système d'éducation. Il existe des preuves du travail des enfants et d'exploitation sexuelle sur les sites miniers artisanaux et les carrières de gravier qui sont de taille non négligeable dans le pays, ainsi que dans les industries de la pêche et de l'agriculture. Les victimes sont également exploitées à l'étranger, des courtiers en main-d'œuvre frauduleux facilitant la traite vers le Moyen-Orient, en particulier vers le Koweït et le Liban, l'Europe, y compris la Suisse, Chypre, les États-Unis et plusieurs pays africains, dont le Bénin et le Nigéria. Le trafic de bébés, impliquant un réseau de trafiquants, de syndicats, d'experts médicaux, d'infirmières et de baby-sitters, est également important et résulte de la pauvreté, d'opportunités sociales et économiques limitées et d'un manque de protection sociale, en particulier pour les mères adolescentes. Bien que le trafic s'effectue principalement entre le Cameroun et la République démocratique du Congo, il s'étend à des pays tels que le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad.

Le trafic d'êtres humains est également un facteur dans le pays, car les jeunes Camerounais qui tentent de partir à la recherche d'une vie meilleure sont prêts à payer des frais exorbitants aux passeurs. Un nouveau phénomène, le trafic de garçons et de filles identifiés comme de jeunes footballeurs talentueux, s'intensifie dans les zones urbaines, et il existe également une prévalence assez élevée de trafic de femmes vers le Moyen-Orient, l'Europe, les États-Unis et de nombreux pays africains à des fins d'esclavage ou de travail sexuel. De nombreux « courtiers » en migration aident les Camerounais à obtenir des documents et des visas frauduleux pour voyager à l'étranger. Bien qu'il y ait peu de violence associée au trafic d'êtres humains au Cameroun, la résurgence de la violence et des conflits pourrait entraîner une recrudescence des facilitateurs de migration pour les personnes déplacées.

e racket d'extorsion et le chantage à la protection sont monnaie courante dans le conflit anglophone, car de nombreux groupes armés, connus sous le nom d'Ambazoniens, dans les provinces du nord-ouest et du sud-ouest, se sont tournés vers la criminalité, se finançant par l'extorsion et les enlèvements, en ciblant les hommes d'affaires, les politiciens et les ecclésiastiques.

COMMERCE

Le Cameroun est depuis longtemps un pays d'origine, de transit et de destination pour le trafic d'armes, qui est l'un des marchés criminels à la croissance la plus rapide dans le pays, en particulier dans les régions touchées par la violence et facilité par la porosité de la frontière avec le Nigéria, la principale source des armes. Cependant, le Nigéria n'est pas la seule source des armes qui entrent au Cameroun. Des armes en provenance du Soudan, du Tchad et de la République centrafricaine (RCA) circulent largement dans la région, et en particulier dans la zone tri-frontalière de la RCA, du Cameroun et du Tchad. Nombre de ces armes appartenaient aux forces armées de la région, mais ont été saisies lors d'attaques de rebelles ou vendues par des soldats à des fins lucratives. Il existe également d'importants stocks d'armes anciennes et d'armes artisanales en circulation. Depuis 2012, l'ISWAP est impliqué dans le trafic d'armes et le conflit armé avec les sécessionnistes dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest depuis 2017 a augmenté la demande en armes illicites. En effet, le trafic d'armes est une réalité depuis 2016, date à laquelle la fabrication d'armes artisanales a été légalisée, mais depuis mai 2021, la vente d'armes d'autodéfense est interdite.

La vente illicite croissante de produits de contrefaçon, y compris, mais sans s'y limiter, de produits pharmaceutiques et de produits de marque, constitue une menace pour l'économie nationale. La prépondérance des produits de contrefaçon sur les marchés nationaux a pour conséquence que certaines industries locales n'obtiennent pas les résultats escomptés, ce qui entraîne une perte substantielle de recettes publiques. La porosité des frontières, la corruption, l'absence de contrôle de la qualité, l'appât du gain et l'insuffisance des mesures prises à l'encontre des responsables sont les principales causes de l'augmentation de la prévalence des produits de contrefaçon. Le commerce illicite des biens de consommation soumis à accise, qui vont des boissons alcoolisées aux cigarettes en passant par le thé et le café, est également florissant et entraîne chaque année d'importantes pertes de recettes fiscales. Toutefois, il est prouvé que les récents contrôles de plus en plus efficaces aux frontières et dans les ports ont permis de réduire le commerce illicite des biens de consommation soumis à accise.

ENVIRONNEMENT

La criminalité liée à la flore au Cameroun est une préoccupation majeure dans le secteur forestier, avec une forte implication des fonctionnaires et des autorités traditionnelles. En particulier, l'exploitation illégale du bois et son trafic vers l'Europe et l'Asie sont très répandus. La plupart du bois consommé localement provient de sources informelles. Les activités illégales signalées dans le secteur forestier comprennent l'attribution de concessions, l'exploitation forestière, le blanchiment du bois récolté illégalement et la corruption dans l'attribution des permis d'exploitation forestière. Le marché de l'exploitation forestière illégale dans le pays, estimé à 60 millions de dollars par an, profite à la fois aux réseaux criminels nationaux et à ceux qui s'étendent au-delà des frontières nationales.

Le Cameroun est considéré à la fois comme un pays de transit et un pays d'origine pour le trafic d'espèces sauvages, notamment les défenses d'éléphants, les cornes de rhinocéros, les pangolins, les serpents, les lézards et les singes. Le commerce illégal de viande de brousse reste également préoccupant. Le pays a déjà perdu plusieurs espèces, dont le rhinocéros noir et le guépard, à cause du braconnage, de la perte d'habitat et des conflits entre l'homme et les espèces sauvages. Le vol et le trafic de bétail et d'autres animaux d'élevage sont courants dans diverses régions du pays, de même qu'une pléthore de délits liés à la pêche. Le pays est un point de transit essentiel pour le trafic d'espèces sauvages provenant de pays d'Afrique centrale tels que le Gabon et la République du Congo. La ville de Djoum, dans la région de Dja, au sud du Cameroun, est une plaque tournante cruciale pour le transit de l'ivoire provenant des voisins méridionaux et orientaux du pays. Le trafic d'espèces sauvages est lié à d'autres activités criminelles, notamment la contrebande de produits de contrefaçon, le trafic d'armes, le trafic d'êtres humains et la traite des personnes.

Le Cameroun est l'un des principaux pays de destination et de transit du carburant illicite trafiqué du Nigéria. Le flux transfrontalier de pétrole brut nigérian volé alimente également la consommation locale, ce qui est facilité par la corruption. Les opérations du secteur minier, qui sont opaques, comprennent des cas d'exploitation minière non autorisée et sans licence. Des gisements d'or ont été exploités dans l'est du Cameroun par des chercheurs d'or artisanaux et des sociétés minières chinoises. Le Cameroun est un pays de transit important pour l'or et les pierres précieuses, y compris les diamants, extraits en République centrafricaine et passés en contrebande à la frontière pour être ensuite exportés.

DROGUES

Le Cameroun est considéré comme un marché de transit et de destination pour l'héroïne, dont la consommation a augmenté dans le pays ces dernières années. La consommation de cocaïne serait également en hausse, bien que l'on ne dispose

pas de données complètes. Le cannabis reste la drogue la plus couramment consommée dans le pays. Le Cameroun est non seulement considéré comme un importateur majeur, mais aussi comme un point de transbordement pour le cannabis produit dans le pays et dans d'autres pays africains. Le cannabis est régulièrement trafiqué vers et en dehors du pays par la mer et les aéroports.

Le Tramadol est la principale drogue de synthèse préoccupante au Cameroun et la drogue la plus demandée après le cannabis. Il est généralement acheminé depuis l'Inde via l'Afrique de l'Ouest (en particulier le Nigéria) et distribué au Cameroun et dans d'autres pays d'Afrique centrale. Malgré les efforts du gouvernement pour endiguer le problème, la vente de drogues de synthèse continue de se développer dans le pays.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Au Cameroun, la plupart de la criminalité cyberdépendante visant des particuliers n'est pas signalée parce que les mécanismes de signalement ne sont ni clairs ni connus. Alors que de nombreuses personnes dans le secteur privé ont été fréquemment attaquées, les cadres supérieurs n'ont pas été sensibilisés au problème et à la pénurie des compétences nécessaires pour s'en défendre. Les activités frauduleuses impliquant des cryptomonnaies sont également en hausse, mais, selon les autorités camerounaises, la criminalité cyberdépendante ne représente qu'un très faible pourcentage de l'ensemble des cybercrimes (à peine 2,30 %).

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Les crimes financiers les plus répandus dans le pays comprennent le détournement de fonds publics, la fraude fiscale, la fraude et d'autres formes de crimes financiers cyber-facilités, entraînant d'importantes pertes financières. Le gouvernement a publié le rapport d'une enquête sur les réseaux sociaux qui a mis en lumière d'importants détournements de fonds destinés à la gestion de la pandémie de COVID-19, pour un montant de plus de 34,8 millions de dollars.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Au Cameroun, les groupes de type mafieux sont principalement des groupes terroristes qui se livrent à des activités criminelles organisées, des groupes sécessionnistes armés ou des gangs urbains de jeunes. L'ISWAP finance ses opérations en grande partie grâce à des activités criminelles telles que les enlèvements contre rançon, l'extorsion et les cambriolages. Si la majorité des groupes armés séparatistes du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun sont impliqués dans une certaine mesure dans des activités illicites et criminelles, certaines factions se sont effectivement transformées en groupes de type mafieux et

se livrent principalement à la contrebande et à l'extorsion. Les activités violentes menées par ces groupes augmentent le nombre de personnes déplacées dans la région.

Les réseaux criminels prolifèrent dans le pays, notamment les groupes de kidnappeurs opérant dans la région d'Adamawa, les voleurs à main armée et les trafiquants dans la région de l'est et les réseaux criminels exploitant le conflit dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest. Ces groupes sont impliqués dans diverses activités criminelles, notamment le trafic de drogue, le trafic d'armes, les enlèvements, les détournements de véhicule, le blanchiment d'argent, le commerce illégal de carburant et l'exploitation forestière illégale. Les enlèvements contre rançon sont de plus en plus prolifiques au Cameroun, en particulier dans les provinces du nord, de l'est et du sud-ouest. Dans les zones frontalières avec la RCA et le Tchad, les groupes criminels se livrent fréquemment à des enlèvements contre rançon et au trafic d'armes. Il est difficile d'être certain de l'identité de ces groupes, certains sont camerounais, mais des individus armés tchadiens et centrafricains traversent fréquemment la frontière pour se livrer eux aussi à des activités criminelles. Un nombre important de Nigériens sont impliqués dans les économies illicites du sud-ouest et du nord-ouest, y compris celles qui sont liées aux conflits

dans ces régions. Des acteurs étrangers des pays voisins sont en fait connus pour opérer à travers le Cameroun. Cependant, il existe également des preuves suggérant l'implication d'acteurs criminels d'autres parties du monde, tels que des propriétaires d'entreprises chinois, ainsi que des fonctionnaires turcs, en particulier pour permettre la traite des personnes en facilitant l'octroi de visas avec peu de contrôle.

Les niveaux élevés de corruption dans les institutions de l'État fournissent potentiellement un lieu sûr pour les acteurs de la criminalité. La corruption des fonctionnaires implique principalement le détournement de fonds publics et l'abus de pouvoir. Ces actes facilitent également d'autres activités criminelles et l'on pense que certains fonctionnaires et élites politiques sont directement impliqués et profitent du carburant, du bois et des espèces sauvages, et probablement aussi de l'or et des diamants. Dans le secteur privé, les banques, les opérateurs forestiers et d'espèces sauvages, les sociétés minières, les agents immobiliers, les bureaux de change, les négociants en métaux précieux et en pierres précieuses et les notaires sont quelques-uns des acteurs sectoriels qui sont exposés aux systèmes de blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Les menaces qui pèsent depuis longtemps sur la sécurité du pays ont érodé la confiance dans le gouvernement. On observe également une augmentation des tensions intercommunautaires, des arrestations à caractère politique et d'autres actes de répression en réponse aux demandes de réformes sociales et politiques. La capacité nationale à lutter contre la criminalité organisée reste limitée et la législation actuelle n'est pas conforme aux normes internationales. Le gouvernement a réprimé les opposants politiques de diverses manières, notamment en utilisant les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 pour étouffer le droit de réunion. Il se caractérise également par des niveaux élevés de corruption et un manque de transparence, et il a été signalé qu'il facilitait une variété de crimes, ce qui fait que de nombreux Camerounais le perçoivent comme corrompu.

Le Cameroun a ratifié de nombreux traités relatifs à la prévention et à la lutte contre la criminalité organisée. Toutefois, le pays peine à les mettre en œuvre. Il a également participé à des initiatives bilatérales et régionales visant à lutter contre la traite des personnes, le trafic d'êtres humains, le trafic de stupéfiants, le trafic d'armes et le trafic d'espèces sauvages. Bien qu'il existe un certain nombre de

lois nationales relatives à la criminalité organisée, elles ne sont pas pleinement mises en œuvre. Il existe également des lacunes dans la législation nationale qui profitent aux trafiquants.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le manque de ressources et l'indépendance limitée par rapport au pouvoir exécutif empêchent le système judiciaire camerounais de traiter et de poursuivre efficacement les affaires liées à la criminalité organisée. Le problème est mis en évidence par l'arriéré d'affaires en attente d'être jugées et l'impunité courante des fonctionnaires accusés ou soupçonnés d'être impliqués dans la criminalité organisée. La perception de la corruption dans le système judiciaire est élevée parmi les Camerounais. Les conditions carcérales sont bien en deçà des normes internationales.

L'application de la loi est souvent politisée, comme le montrent les campagnes de lutte contre la corruption qui se sont concentrées sur les opposants politiques au régime. Le gouvernement s'efforce de lutter efficacement contre la criminalité organisée en formant les forces de l'ordre, en coopérant avec INTERPOL et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale en matière de renseignements

et en lançant des initiatives pour s'attaquer au problème. Toutefois, la corruption au sein des forces de l'ordre, en particulier dans les services douaniers et le secteur forestier, a gravement affaibli l'efficacité de ces efforts. Les frontières du Cameroun sont poreuses, ce qui facilite le trafic transfrontalier, notamment de drogues, d'armes et de ressources naturelles. La porosité des frontières est aggravée par les conflits armés et les troubles, ainsi que par la corruption de la police aux frontières et des douaniers.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Cameroun dispose d'un cadre réglementaire et d'institutions régissant ses réponses en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, et n'est pas défini par les autorités internationales compétentes comme une juridiction non conforme ou présentant des lacunes stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Le pays fait également partie d'un groupe de travail régional qui lutte contre le blanchiment d'argent. Toutefois, son cadre réglementaire en matière de blanchiment d'argent présente encore des lacunes importantes. La mise en œuvre des différentes réglementations relatives au blanchiment d'argent n'est pas uniforme en raison de l'absence d'une institution spécialisée chargée de veiller au respect de ces mesures. Afin de réduire les activités de blanchiment d'argent dans le secteur privé, le gouvernement a lancé une série d'ateliers de renforcement des capacités pour le personnel du Ministère des mines et du développement technologique, ainsi que pour les magistrats, les officiers de justice et les officiers de police.

L'économie camerounaise est fortement régulée et influencée par le contrôle gouvernemental des prix et, depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19 et l'inflation causée par la crise en Europe de l'Est entre la Russie et l'Ukraine, le marché a été confronté à d'énormes difficultés.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le traitement et le soutien apportés aux victimes de la traite des personnes restent faibles, ont encore diminué ces dernières années et varient considérablement d'un cas à l'autre. Le gouvernement n'a pas de politique officielle encourageant les victimes à participer aux enquêtes ou aux poursuites contre leurs trafiquants, ni de politique fournissant un accompagnement, un soutien juridique ou toute autre assistance aux victimes témoignant devant les tribunaux ou protégeant les victimes coopérant aux enquêtes, malgré les rapports faisant état de réseaux de trafiquants menaçant les victimes pendant les procès.

Il n'existe pas non plus de mécanismes gouvernementaux connus pour soutenir les consommateurs de drogue. Les mesures mises en œuvre pour prévenir la criminalité organisée sont relativement limitées, et l'approche repose principalement sur la dissuasion en punissant sévèrement

les coupables. Néanmoins, le Gouvernement camerounais a lancé quelques initiatives de sensibilisation pour prévenir certains types de criminalité organisée, tels que la traite des personnes et le trafic d'êtres humains. Le gouvernement a également pris des mesures pour prévenir le commerce illicite dans le secteur automobile en développant une plateforme numérique.

La société civile reste active dans la lutte contre la criminalité organisée dans certains domaines, tels que la traite des personnes et le trafic d'êtres humains, où elle joue un rôle crucial en fournissant des services directs aux victimes. De même, il existe une coopération significative et efficace entre l'État et les organisations de la société civile dans la lutte contre le trafic de faune et de flore, notamment de bois. Néanmoins, le gouvernement est de plus en plus critiqué pour sa répression des organisations de la société civile qui s'opposent à ses politiques ou les critiquent. La législation relative à la participation de la société civile est obsolète et ne respecte pas les normes internationales. En outre, les relations entre l'État et les médias privés sont conflictuelles. Les journalistes sont constamment menacés d'agressions verbales ou physiques et de détention arbitraire. Ce problème est mis en évidence par le nombre de journalistes emprisonnés, enlevés ou agressés dans le pays.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.